

# Déclaration

Dans le contexte actuel de l'approfondissement de la crise du capitalisme, et à l'approche des élections présidentielles d'avril-mai 1981, ce sont toujours les catégories des travailleurs les plus défavorisées et les plus démunies qui font toujours les frais des conséquences économiques, politiques, sociales et culturelles de ce contexte.

Les travailleurs immigrés constituent une des catégories et, depuis quelques mois et tout particulièrement depuis quelques semaines, ces travailleurs et leurs familles sont devenus l'objet de violentes attaques de toutes parts.

## I

1 - En effet, après la mise sur pied de son arsenal juridique, notamment la loi Bonnet et la loi Peyrefitte « Sécurité et liberté », le pouvoir français passe au stade de l'application concrète de sa politique anti-immigrés et de division des travailleurs, application qui s'intègre dans le cadre général d'une restructuration économique, politique et sociale engagée par la bourgeoisie impérialiste, restructuration tant au plan intérieur qu'au plan international.

L'application de cette politique envers les travailleurs immigrés se traduit pour ces derniers et leurs familles, par l'aggravation d'une situation pour le moins déjà précaire et faisant planer sur eux l'insécurité la plus absolue et la plus ignoble. Cela se traduit par des dizaines de milliers d'expulsions, de refoulements et de refus de séjour chaque année ; et voilà qu'une nouvelle étape est franchie dans la répression en procédant au bouclage de quartiers entiers habités par des immigrés, aux rafles et aux contrôles systématiques d'identité :

- le 13 novembre 1980, à Valence des dizaines de policiers investissent le bar PMU, place de la République, et embarquaient plusieurs dizaines de travailleurs maghrébins. Tous n'ont pas été relâchés.

- le 19 novembre 1980, à Lyon, 200 CRS bouclent la place Gabriel Péri et tout le quartier environnant. Près de 500 arrestations ont lieu. Une vingtaine environ, ont été gardés.

- Le 19 novembre 1980 à St-Denis, au foyer Romain-Rolland, 104 résidents du foyer sont expulsés.

- En janvier 1981, à Marseille a lieu une raffle sur le quartier de la porte d'Aix.

- En février 1981, à Massy dans la banlieue parisienne, des dizaines de CRS ont investi tout un quartier où sont situés plusieurs foyers SONACOTRA. De nombreuses arrestations ont lieu dont quatre expulsions du territoire de jeunes immigrés « Sans papiers ».

- Oubliant sans doute le meurtre du jeune Mohamed Lahaouri à Marseille, les contrôles se font de plus en plus fréquent en fusil-mitrailleur, et de nouveau lors d'un de ces contrôles .. un travailleur algérien est blessé par balles.

Il apparaît clairement que ce type d'intervention, brutal et massif, va, à l'avenir se reproduire et se multiplier contre le quartier où résident de nombreux travailleurs immigrés et leurs familles et notamment les premiers visés, les « sans papiers ». Les interventions et les rafles sont l'application de la loi anti-immigrés Bonnet et de la loi anti-liberté et anti-sécurité de Peyrefitte.

2 - Parallèlement à cette politique actuelle du pouvoir, nous devons rappeler avec force les nombreux attentats et assassinats d'immigrés par les groupes fascistes d'extrême droite, appendice auquel à recours la bourgeoisie afin de terroriser la population aussi bien immigrée que française. En effet :

- Au mois de février 1981 à Aix en Provence des fascistes du groupe « Charles Martel » ont impunément diffusé sur la place publique un tract appelant à la « chasse aux Arabes » et demandait aux « jeunes de s'organiser en milices armées »... etc. Rappelons que ce groupe s'est déjà signalé dans le passé par la bombe du consulat d'Algérie en décembre 1973, qui a fait 4 morts et plusieurs blessés, et par l'assassinat de Henri Curiel, militant révolutionnaire, en 1979.

Cette répression administrative et policière d'une part et terroriste d'autre part sont deux aspects d'une seule et même politique de la bourgeoisie impérialiste française.

Cette répression et ce terrorisme anti-immigrés ne sont que les manifestations les plus évidentes et les plus criantes d'une politique anti-ouvrières qui visent la remise en cause des acquis et libertés de toute la classe ouvrière. Les immigrés ont été et sont les boucs émissaires de cette politique, les autochtones eux risquent d'en faire les frais plus durablement et plus durement.

A ce singulier tableau, il faut ajouter aujourd'hui, la mise en place d'une série de négociations et d'accords avec les gouvernements des pays d'origine. Les expulsions masqués sous le nom de « retour volontaires » sont une illustration du peu de cas qu'il est fait de ces hommes, ces femmes et ces enfants que l'on considère, aujourd'hui pour les renvoyer comme hier pour les faire venir, purement et simplement comme une marchandise que l'on peu vendre et acheter à merci sans même qu'il soit tenu compte de leur avis.

## II

Cette politique raciste anti-immigrés et anti-ouvrières, (parce qu'elle cherche à diviser les travailleurs entre eux cherchant à nous diviser de la seule distinction fondamentale qu'est la division de la société en classe) est avant tout une politique impérialiste de la bourgeoisie qui vise à perpétuer son pouvoir de domination tant en France que dans le monde.

Il ne peut par conséquent lui être opposé qu'une politique de classe, de la façon la plus conséquente, tant au plan intérieur qu'au plan international.

Ce que l'on constate et ce depuis des mois et tout particulièrement ces dernières semaines c'est qu'un certain nombre de mairies, se réclamant toutes de la défense des travailleurs et du Parti de la classe ouvrière, ont choisis de développer une toute autre politique que celle que l'on aurait été en mesure d'attendre de « représentants » de la classe ouvrière, dont rappelons-le les travailleurs immigrés sont partie intégrante.

En effet :

- Dès octobre-novembre 1980 plusieurs sections du PCF dans différentes communes de la Région Parisienne diffusaient des tracts contre les « concentration des immigrés » et « l'insécurité que cela entraîne pour les familles françaises »... (Nanterre, Ivry...).

- Le 23 décembre 1980, 300 travailleurs immigrés Maliens qui avaient été « transférés » de St. Maure à Vitry se voient refuser « l'hospitalité » par buldozer par le maire et certains de ses électeurs.

- En janvier 1981 le maire de Bagnolet jette dans la rue les locataires de deux hôtels meublés.

- En février 1981 le maire de Montigny-les-Cormeilles organise une soi-disant « campagne anti-drogue » et impute à une famille marocaine d'être à l'origine du trafic, au mépris de toute loi.

- Le 10 février 1981, le maire de Dameris-les-lys propose la fermeture d'un foyer SONACOTRA où résident des travailleurs immigrés mais aussi des français.

etc., etc....

Tous ces faits et toutes les déclarations autour de la « concentration et des ghettos immigrés », interviennent eux aussi dans le même contexte de la crise du capitalisme et à une période de pré-élection présidentielle. Il apparaît de toute évidence que l'attitude de tous ces maires est dictée, pour une bonne part, par l'échéance des « Présidentielles » et chacun sait que les immigrés n'ont pas, entre autres restrictions, le droit de voter. Sacrifiant le fond de la question, à savoir le type de société qui existe actuellement, capitaliste avec tout ce que cela entraîne en conséquences, ces maires semblent plus soucieux par la conjoncture. Cette politique est grave car elle se place sur un terrain pour le moins dangereux et risque d'avoir des conséquences incalculables.

# إعلان

في الظرف الراهن، مع تعمق الازمة الرأسمالية ومع اقتراب الانتخابات الرئاسية الفرنسية (ابريل وماي 81)، فإن شرائح الشغيلة الأكثر تضررا والمعدمة منها هي التي تؤدي ثمن انعكاسات الازمة الاقتصادية واجتماعيا وسياسيا وثقافيا . والعمال المهاجرون يعتبرون احدى هذه الشرائح . فمنذ شهور قليلة اوعى الاصح منذ بضع اسابيع يعاني هؤلاء المهاجرين وعائلاتهم من أشد التهجمات وذلك من جهات متعددة ،

## 1.

فعلا بعد ان أقامت السلطة الفرنسية ترسانتها التشريعية عبر قوانين متعددة نذكر من بينها قانون بوني وبرفيت فانها اليوم تدخل في التطبيق العملي لسياستها المعادية للشغيلة عامة وللهجرة على وجه الخصوص، والرامية الى التفرقة .

ان هذا التطبيق يدخل بدون شك في اطار سياسة اعم هدفها ترتيب اوضاع البرجوازية الفرنسية داخلها ودوليا .

ان هذا التطبيق ليس الا تعميقا واستفحالا للاوضاع والعزلة أصلا التي يعيشها المهاجرون بل انه محاصرة لهم ضمن طوق من القمع والقهر اليوميين وانعدام الامن المطلق .

فيوما تترجم هذه السياسة بطرد الالاف من العمال ورفض حقهم في الإقامة وارجاعهم من الجذور . . . . وما الاجراءات الاخيرة المتخذة من طرف السلطة الفرنسية الا دليلا آخر عن استماتتها في تطبيق سياستها بالرغم من الاحتجاجات العارمة . وعلى سبيل المثال وليس الحصر . فان تطويق الاحياء المكثفة بالمهاجرين وكثرة الحملات القمعية والاعتقالات بالجملة والمقرا والمراقبات المنهجية كلها ممارسات شأنها شأن ممارسات القرون الوسطى المناهضة لاسطحقاق الانسان .

— في 13 نونبر 1980 بمدينة "فالانس" وقع تدخل مكثف بخشونة نادرة لم يسبق لها مثيل في احدى العقاهي التي يجتمع بها المهاجرين واعتقل عشرات من العمال العرب ولحد الآن لم يطلق سراح العديد منهم .

— وفي 19 نونبر 1980 بمدينة ليون وقع هجوم 200 من رجال الشرطة وسط ساحة كابريل بيري واعتقلوا 500 مهاجر بقي بعضهم لحد الآن رهن الاعتقال . . .

— وفي 19 نونبر 80 بضواحي باريس سان دوني وقع طرد 80 قاطن من ماوى رومان رولان وفي يناير 81 وقع اغتيال محمد الهوارى في مرسيليا ،

— فبراير 81 بمنطقة ماسي بضواحي باريس هجم رجال الشرطة في الصباح المبكر على احد ماوى سونكطرا ووقع اعتقال العديد من المهاجرين وطرد من فرنسا اربعة منهم .

— تكاثر وتعدد المراقبة وكأن محمد الهوارى لم يسقط ضحيتها ، وهكذا سقط جريح من جديد عامل جزائري في باريس في العدة الاخيرة ضحية رصاص البوليس .

يتضح جليا بان هذا الشكل العنيف والواسع النطاق من التدخلات سوف يشكرك في الاحياء التي يقطنها المهاجرون وعائلاتهم ، والمستهدف منها الاساسي هم " العمال بدون اوراق " . ان هذه التدخلات والحملات القمعية هي التطبيق العملي لقانون بوني المضادة للهجرة ولقانون برفيت المناهض للحرية والمناهض للامن .

وبعوازة لهذه السياسة الرسمية ، يجب ان نذكر بقوة ان العديد من الاغتيالات والهجمات العنيفة ضد المهاجرين هي من صنع المجموعات الفاشية اليمينية المتطرفة التي ليست الا ادات مستعملة من طرف البرجوازية قصد ترهيب العمال المهاجرين والجماهير الفرنسية .

ففي بداية شهر فبراير 1981 بايكران برهفانس قامت مجموعة شارل مارتيل الفشية جهرا بتوزيع في الساحة العمومية منشورا ينادي بمتيعة ومحاربة العرب وينادون الشباب الفرنسي للتنظيم في مليشيا مسلحة لهذا الغرض . . . . وللتذكير فقط فان نفس المجموعة هي التي فجرت قنبلة بقنصلية الجزائر بمرسيليا في ديسمبر 73 والتي اودت بحياة اربعة اشخاص والعديد من الجرحى ، وهي التي قامت كذلك هنرى كوربال المناهض الثورى في 1979 .

فهذا القمع الادارى البوليسي وذاك الارهاب الفاشي اليميني هما وجهي عملة واحدة الا وهي السياسة البرجوازية الفرنسية . فهذا القمع وذاك الارهاب هما فقط الظواهر الاكثر وضوحا ضد المهاجرين . اما السياسة اليومية فهي سياسة تطبق بكل الاشكال والاساليب المشروعة وغيرها قصد اعادة النظر في المكاسب وحرية الطبقة العاملة جمعا . فاذا كان المهاجرون هم العنصر الاول والضحية الاولى فان الفرنسيين سوف يؤدون الثمن قاسيا وعبر فترة طويلة .

والجدير بالذكر ان هذه اللوحة القمعية لا تقتصر على السياسة الداخلية لفرنسا بقدر ما تشمل مجموعة من الاتفاقيات القديمة والجديدة وكذلك التي في طريق التحديد بين الحكومة الفرنسية والحكومات المصدرة لليد العاملة وما الطرد المخلوق تحت عنوان " العودة الطوعية " الا صورة عن هذه الاتفاقيات

## 2.

ان سياسة السلطة الفرنسية المعادية للهجرة والمعادية للعمال والتي تحاول تقسيم صفوفنا والهائنا عن عن الفارق الاساسي والتناقض الطبقي الاساسي ، هي سياسة امبريالية تحاول ارساء ديمومة سلطة البرجوازية في فرنسا وبين علاقاتها مع حكومات البلدان المصدرة لليد العاملة .

لدى لا يمكن مواجهة هذه السياسة الا بسياسة طبقية وبالشكل الاكثر عملي وذلك سواء على مستوى فرنسا او على المستوى العالمي .

ان ما يجب ملاحظته وذلك منذ بضعة شهور وبالخصوص منذ بضعة اسابيع هو ان مجموعة من البلديات التي تعتبر نفسها المدافعة عن العمال وتعتبر نفسها منتمة لحزب الطبقة العاملة ، قد اختارت سياسة اخرى غير تلك التي كنا ننتظر منها .

فعلا في اكتوبر 80 وزعت مجموعة من فيداليات الحزب الشيوعي الفرنسي بضواحي باريس مندا شير تندد " بتمركز المهاجرين " و " ضد " انعدام الامن " الذى يتأتى عن هذا " التمرکز " ( نانثير اغرى . . . )

وفي ديسمبر 80 رفض السكن ل 300 عامل مهاجر مالي بل اقحم سكتهم بألة تهديم ( بيلد وزير ) بقيادة عمدة المدينة وبعض منتخبيه ، وذلك بعد ان رحلوا تحسفا من سان مور الى فيترى .

وفي يناير 1981 . قام رئيس بلدية بانيلولى بطرد المهاجرين بماويين .

وفي فبراير 81 نظم رئيس بلدية مونتيني ليكوتاي حملة شعوية ضد عائلة مغربية متهمها اياها بالمناجزة في المخدرات وذلك تجاوازا لكل القوانين . وفي 10 فبراير 81 قام عمدة مدينة دامرى ليليز بمحاولة اغلاق احد العاهي سونكوترا حيث يقطن المهاجرون وكذلك بعض الفرنسيين .

كل هذه الاحداث وهذه التصريحات حول " تمركز المهاجرين " و " ضد " الكيوطو " تأتي في شروط الازمة الراسمالية وفي فترة ما قبل الانتخابات الفرنسية . فمن الواضح بكل جلاء هو ان مواقف عمدة هذه المدن مواقف عملية بشروط الانتخابات الرئاسية . كما يعلم الكل بان المهاجرين لا حق لهم في الانتخاب .

فعوض التطرق لعمق الازمة و سبب هذه الاوضاع ومواجهة البرجوازية الفرنسية نراهم يركزون على ظواهرها من اجل بعض الاصوات الانتخابية .

## 3.

انها في رايانا سياسة خطيرة ستكون لها اخطر الانعكاسات في المستقبل ان لم يفتن لها منظورها وممارسوها . اما انعكاسات اليوم المباشرة من جراء سياسة البرجوازية او من جراء سياسة عمداً المدن العمالية هي العزلة التي ما فتئت تتوسع بشأن العمال المهاجرين . وهي كذلك التفرقة بين المهاجرين والفرنسيين وتقوية اعداء الطبقة العاملة .

عزلة وتفرقة لصالح الرجعية بفرنسا وبيلا دنا حيث نراهم اليوم بعد محارلة تقسيم ظهرنا يأتون اليوم وكأنهم المدافعون والماندون لحقوقنا . ان فرض هذا التحالف المقدس هو تشويه فكر الاشتراكية عند العمال المهاجرين وتطوير لديهم النزعة البديهة المناهضة للشيوعية . هكذا تأتي محاولة خلق " التضامن الاسلامي " وتأتي محاولة الوداديات البوليسية كأدوات للحكومات المرتشة بل حتى الاساط الصهيونية التي تأثرت ( كذا . . . ) من جراء سياسة الحزب الشيوعي . هذا مع ان التاريخ القريب اكد لنا اطمئنانهم لتطبيق السياسة المعادي للهجرة التي تطبقها الحكومة الفرنسية .

فليس لنا اى وهم حول حقيقة هذا الحلف المقدس الذي يسقط دموع التصالح على الوضع العسافي الذى يعرفه المهاجرون .

ومع ذلك فان سياسة بلديات المدن العمالية ليسر باى حال ، لتسهل التخلص من هذا الحلف المقدس

فكيف يمكنهم ان يوفقوا بين الدفاع عن مدنهم العمالية بما فيها المهاجرون وبين الهجوم العنيف وحملات مناهضة المخدرات بالتلفيق والشااية وما الى ذلك من الممارسات المشينة التي لا علاقة لها بتصالح الطبقة العاملة .

## 4.

اما من جهتنا ، فان الوضع الراهن يطلي علينا كجمعيات العمال المهاجرين الحذر واليقظة والانتباه الكبير .

لقد نادينا كدائما للنضال ضد العنصرية وضد القوانين المناهضة للهجرة وضد التفرقة بين الفرنسيين والمهجرين ومن اجل المساوات في الحقوق .

واليوم واكثر من اى وقت مضى اننا نؤكد ونعيد التأكيد ارادتنا في النضال من اجل الوحدة وخاصة في مرحلة ما قبل الانتخابات حيث المواقف المعبر عنها الديماغوجية والخطيرة اصبحت هي العملة المتعامل بها بعيدا عن مصالح الطبقة العاملة .

فكما نندد بالسياسة المعادية للهجرة وبالاساط الرجعية والوداديات البوليسية وبكل عملية الاحتواء فاننا نندد بنفس القوة ومواقف بعض البلديات التي تعتبر نفسها ممثلة الطبقة العاملة . اننا في نفس الوقت لا يمكننا ان يكون ضحيتهم وهذا هو الاول والاخير هو الحزب الشيوعي الفرنسي اما موقفنا نحن جمعيات العمال المهاجرين على قاعدة الاسر التالية :

1- على هذه الحركة ان تفرز نفسها بعيدا عن " مناهضي العنصرية " الظرفيين وبعيدا عن كل المحاولات الاحتوائية

2- يجب ان يكون هذا التيار نتاج حوار صريح بين مناهضي العنصرية الحقيقيين ويجب ان ياخذ امتداده على قاعدة عمل فعلي قاعدى في الاحياء والمعامل وعلى قاعدة المساهمة الفعلية في النضالات اليومية عبر اللجان والتشكيلات التنظيمية المحلية التي ما فتئت تتوسع .

3- على هذا التيار كذلك ان يأخذ بعين الاعتبار وجهة نظر المعنيين بالامر الاولين اى العمال المهجرين وعلى وجه الخصوص المنظمون منهم في جمعيات المهاجرين .

على هذه الاسر فاننا ننادى للتعبيئة الجماهيرية الوحيدة الكفيلة بالحيلولة دون السقوط في الاستفزازات او المحاولات الاحتوائية كما ننادى كل العمال المهاجرين والفرنسيين لتوحيد الصفوف وعدم السقوط في فخ التفرقة كيف ما كان منبعه وهويته .

— الاتحاد العام للعمال السينغاليين بفرنسا

— فيدرالية العمال الافارقة السود المهاجرين

— جمعية عمال تركيا

— جمعية المغاربة بفرنسا

— اتحاد العمال المهاجرين التونسيين

— لجنة العمال الجزائريين

## لنحضر جميعا لإنجاح

## مظاهرة 4 أبريل 1981

## ضد العنصرية و التفرقة

### III

Les conséquences immédiates de toute cette politique tant celle du pouvoir que celle des mairies des « banlieues ouvrières » n'ont pas tardé à se manifester :

° isolement accru des travailleurs immigrés aggravant par là une situation déjà précaire

° division entre français et immigrés, qui ne peut que favoriser les ennemis de la classe ouvrière.

Isolement de division que les milieux réactionnaires en France et dans nos pays d'origine n'ont pas manqué d'utiliser à leur profit en se présentant comme les « défenseurs » des travailleurs immigrés, et qui dans une sainte alliance, cherchent à dénaturer toute idée de socialisme dans l'esprit des travailleurs immigrés et leurs familles, en développant un anti-communisme primaire.

Il n'est qu'à voir toute la campagne d'information et d'intoxication de la bourgeoisie française, des milieux réactionnaires qui en appellent à la « solidarité islamique », des « amicales » policières des gouvernements d'origine et jusque dans les milieux sionistes qui tous, « s'émeuvent » et se réclament aujourd'hui de la défense des travailleurs immigrés alors que par ailleurs ils n'ont jamais élevé la moindre protestation quand le gouvernement français faisait expulser les résidents des foyers, quand il faisait voter ses lois anti-immigrés, ou pour s'opposer aux dizaines de milliers d'expulsions, de refoulements et de refus de séjour. Evidemment il n'y a aucune illusions à se faire sur la nature véritable de ceux qui versent des larmes de crocodiles sur la misère des travailleurs immigrés et qui osent crier au feu après avoir allumé la mèche. Cependant l'attitude de certaines mairies ouvrières n'est en tout cas pas pour faciliter les choses et encore moins pour une meilleure compréhension des questions de fond qu'est le capitalisme et ses conséquences pour l'ensemble des catégories de travailleurs qui les subissent le plus durement, et les travailleurs immigrés sont parmi ceux-ci.

Comment peut-on s'opposer brutalement aux travailleurs immigrés, à propos des « gethos », mener campagne anti-drogue par la voie de la délation, diminuer le nombre de jeunes immigrés sur les colonies de vacances, et appeler en même temps les travailleurs immigrés à lutter contre la concentration... des immigrés ?

### IV

Toute cette situation appelle de notre part, nous Associations de travailleurs immigrés, la plus grande attention et vigilance. Nous avons toujours appelé à lutter contre le racisme, contre les lois anti-immigrés, contre la division entre français et immigrés et pour l'égalité des droits.

Aujourd'hui encore et peut-être plus qu'à un autre moment, nous devons réaffirmer cette même volonté de lutte dans l'unité, à plus forte raison en cette période pré-électorale où les prises de positions les plus dangereuses et les plus démagogiques prennent le pas sur les intérêts de la classe ouvrière.

Autant nous dénonçons la politique anti-immigrés du pouvoir, des milieux réactionnaires et des « Amicales » policières, autant nous dénonçons l'attitude de certaines mairies qui se réclament de la classe ouvrière, autant nous ne pouvons nous taire sur l'attitude de certains anti-racistes qui ont décidé de faire du PCF la cible principale de leurs actions.

Notre position, quand à nous, associations de travailleurs immigrés consiste à jeter les bases d'un large mouvement d'unité des travailleurs français et immigrés sur les bases suivantes :

1) Il doit se démarquer clairement de tous les prétendus « anti-racistes » de conjoncture et des tentatives de récupération.

2) il doit être le résultat de débats francs entre les véritables anti-racistes et doit partir d'un réel travail à la base dans les quartiers et les entreprises et d'une participation effective aux luttes quotidiennes dans les collectifs et les comités locaux qui ne cessent de se développer.

3) il doit enfin tenir compte du point de vue des premiers concernés, c'est-à-dire des travailleurs immigrés et tout particulièrement ceux d'entre eux qui tentent de s'organiser et se regrouper dans leurs associations. Car on ne peut concevoir un soutien et une solidarité authentique aux luttes des travailleurs immigrés en se substituant à eux ou en proposant des solutions à leurs problèmes sans même leur demander leurs avis.

- Par conséquent nous appelons tous les travailleurs immigrés à se mobiliser et de ne pas tomber dans les pièges et la provocation et de la récupération de l'anti-communisme primaire.

- nous appelons tous les travailleurs français et immigrés à refuser toutes tentatives de division, d'où qu'elle viennent. Contre le racisme et la division, travailleurs français et immigrés notre force c'est notre unité.

**Association des Marocains  
en France (AMF).**

**Comité des travailleurs  
Algériens (CTA)**

**Fédération des travailleurs d'Afrique noir  
Immigrés (FETRANI)**

**Union générale des travailleurs Sénégalais  
en France (UGTSF)**

**UNION des travailleurs immigrés  
Tunisiens (UTIT)**

**Association des travailleurs  
de Turquie (ATT)**

**Tous ensemble préparons dès aujourd'hui  
la grande mobilisation de l'unité  
du 4 avril 1981 à Paris**